



ud83.cgt.fr

Communiqué de l'Union Départementale CGT du Var

Rythmes scolaires : pour une autre réforme !

L'objectif affirmé de la réforme est double :

« Alléger le temps d'apprentissage scolaire des enfants pour contribuer à leur réussite, permettre à tous d'accéder à des activités culturelles, artistiques ou sportives diversifiées et de qualité ».

Il n'aura pas fallu très longtemps après la mise en place de la réforme pour que les personnels de l'Education nationale et des collectivités territoriales, mais aussi les parents d'élèves, dressent un bilan prévisible et unanime : *la réforme des rythmes scolaires est une véritable catastrophe tant pour les enfants que pour les adultes qui y sont soumis.*

Les enfants sont épuisés par l'allongement du temps de présence à l'école. La journée passée à l'école n'est pas plus courte. A cela vient s'ajouter une demi journée d'école supplémentaire (le mercredi ou le samedi matin).

Les horaires sont différents d'une commune à l'autre et peuvent même varier d'une école à l'autre au sein d'une même commune. Cette situation complique donc l'organisation de la vie des familles.

Les enfants perdent leurs repères. Les temps de garderie, d'école, d'activités périscolaires se déroulent dans les mêmes locaux, où interviennent une succession de personnes.

L'absence de moyens financiers suffisants conduit à la mise en place d'activités périscolaires très souvent inadaptées, sans intérêt et assimilables à de la garderie collective.

La gratuité d'accès n'est pas non plus toujours garantie.

Les missions d'enseignement de l'Education Nationale glissent progressivement vers les communes créant des inégalités selon les territoires.

La généralisation de cette réforme se prépare dans un contexte encore plus dégradé que l'an passé.

Le système éducatif souffrait déjà de manque de moyens. Dans le Var, chaque jour, en moyenne, 135 classes sont sans professeurs dans le premier degré ! Les classes sont par ailleurs surchargées. En outre, les locaux et équipements divers sont très insuffisants.

La réduction de 11 milliards d'Euros de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales ajoutée à la diminution des budgets publics va peser lourdement sur les conditions de mise en œuvre de la réforme.

Difficile dans ces conditions d'espérer une amélioration de la situation à l'occasion de la rentrée de septembre 2014.

Le décret Hamon permettra t-il de répondre aux objectifs de la réforme ?

Au soir des élections municipales, interrogé par les medias, Benoit Hamon avouait que la question des rythmes scolaires avait pesé dans le vote sanction à l'égard de la politique gouvernementale.

Nommé ministre de l'Education Nationale, nous étions en droit d'attendre un geste fort sur ce sujet. Qu'en est-il ?

Le nouveau décret confirme les grandes lignes de la réforme. Il aggrave même davantage les inégalités territoriales en créant un système complexe qui laisse à chaque commune le soin d'organiser le temps scolaire sans cadrage national. (Horaires journaliers, mercredi ou samedi supplémentaire, durée de l'année scolaire...).

Concernant le financement, en accordant une année supplémentaire d'aide, il répond très insuffisamment au problème auquel les communes sont confrontées.

Dans ce capharnaüm, nous assistons à l'émergence de projets disparates et parallèlement des réactions hostiles voient le jour.

Même si le 26 avril dernier, 125 Maires du Var (sur 153) ont voté une motion en faveur du retrait de la réforme des rythmes scolaires, la plupart d'entre eux préparent leur projet, le plus souvent sans véritable concertation.

Les choix sont, semble-t-il, plus guidés par les contraintes budgétaires que par les intérêts des enfants et des familles.

Au fur et à mesure que les informations filtrent, les parents se mobilisent contre ces futurs projets.

Pour la CGT, le nouveau ministre de l'Education doit de toute urgence renouer le dialogue et ouvrir de véritables négociations pour **une autre réforme** qui prenne en compte l'intérêt des enfants, des familles et des personnels. Les discussions doivent permettre des progrès sur les programmes, la répartition du temps d'enseignement pour répondre à la nécessité des rythmes naturels d'apprentissage et de repos des enfants.

Pour la CGT, favoriser la réussite de tous à l'école suppose, au-delà des modifications du temps de classe, de prendre en considération à la fois l'amplitude et les conditions de travail dégradées des parents et les évolutions propres aux différents modèles familiaux.

Face à des parents salariés de plus en plus précarisés, mal payés, subissant le mal travail, les modifications d'horaires peuvent amplifier les difficultés familiales.

Pour la CGT, mobilisée depuis des mois contre cette réforme aux côtés des personnels, il faut un projet pour l'école qui garantisse l'égalité territoriale, la réelle gratuité et l'accès de tous à l'école publique.

Cela nécessite **un véritable débat de société** que le nouveau ministre devrait mener pour engager une réelle transformation de l'école.

À Toulon, le 21 mai 2014